

Le zoom de ROSA

Eclairage du mois :

Accorder la priorité à la nutrition et développer la stratégie européenne de lutte contre la malnutrition

Dans le cadre du processus visant à revoir son implication dans le domaine de la nutrition dans les pays en développement¹, la Commission européenne a organisé en mai 2008 un séminaire intitulé « *Renforcer la contribution de la CE à la lutte contre la malnutrition maternelle et infantile et ses causes* ». Des experts en nutrition et des membres du personnel de la CE s'y sont réunis en vue de conseiller la CE sur les priorités, la stratégie et les réponses nécessaires pour lutter contre la malnutrition. Suite à ce séminaire, **une note de réflexion** a été développée par l'unité E6 d'EuropeAid, sur la base d'une consultation de l'ensemble des parties prenantes. Elle s'inspire des recommandations du séminaire et celles de publications récentes telles que les séries de la revue *The Lancet* (2008). Principalement destiné au personnel de la CE du siège et des délégations, cette note vise également à informer d'autres acteurs du domaine de la nutrition ainsi qu'à améliorer la coordination et les complémentarités. La note de réflexion suggère **à la CE d'accorder la priorité à la nutrition et de développer une stratégie/plan opérationnel pour lutter contre la malnutrition**.

Cet article présente quelques éléments clés développés dans la version provisoire de la note de réflexion². Il dresse tout d'abord une analyse de l'appui de principaux donateurs dans le domaine de la nutrition et d'autres secteurs connexes. Ensuite, il met en relief les forces et les avantages comparatifs de la CE. Enfin, il indique les prochaines démarches à entreprendre : les actions de mise en œuvre interne à la CE et les activités à mener en collaboration avec d'autres partenaires.

¹ La CE s'est engagée dans un processus similaire concernant les transferts sociaux. L'élaboration simultanée des deux notes a facilité la convergence des deux processus et permet à la CE de tirer profit des transferts sociaux pour réduire la malnutrition.

² La version définitive est en cours de finalisation.

Pourquoi la CE s'investit-elle dans la nutrition ?

En dépit de son rôle majeur dans la lutte contre la malnutrition à travers ses investissements indirects, la CE est en train de revoir son implication dans le domaine de la nutrition afin de :

→ Renforcer l'impact positif de ses investissements sur la sécurité alimentaire et la nutrition et soutenir les progrès vers l'attente de l'OMD 1

→ Réduire de manière significative la malnutrition chronique, qui a été largement négligée

→ Améliorer la coordination des réponses à la malnutrition pendant les situations d'urgence et de post-crise et par conséquent, renforcer le lien entre l'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD) afin de parvenir à une analyse commune des principales causes et de s'attaquer efficacement à la malnutrition

Des actions concertées au niveau national et international

Etant donnée l'interaction complexe de différents facteurs, il faut agir simultanément sur plusieurs déterminants et sur différents niveaux de causes (causes immédiates, sous-jacentes et fondamentales) pour combattre la malnutrition à long terme.

La priorité doit revenir aux interventions qui permettent de **lutter contre les causes immédiates et les symptômes** et dont leur efficacité est avérée, telles que la promotion de l'allaitement, une alimentation complémentaire adaptée ou les suppléments en vitamine A et en zinc.



Mais pour faire baisser la prévalence de la malnutrition de manière durable, il faut également **s'attaquer aux causes sous-jacentes et fondamentales** (les soins de santé, l'accès à l'eau, l'éducation, l'agriculture, l'élevage, les filets de sécurité, etc.), et en cohérence avec les stratégies existantes en matière de sécurité alimentaire.

Les pré-requis à une réduction substantielle et durable de la prévalence de la malnutrition exigent qu'un **ensemble de conditions soient réunies au niveau national** : i) un engagement politique et le leadership du gouvernement ; ii) des ressources financières adéquates et pérennes ; iii) une capacité technique, stratégique et de gestion appropriées ; iv) des arrangements institutionnels, des cadres stratégiques et des mécanismes de coordination permettant de rassembler les acteurs concernés ; v) une mise en œuvre à grande échelle des actions appropriées et un ciblage effectif des personnes vulnérables.

Tous les aspects ci-dessus bénéficieraient nettement d'un leadership international plus clair et d'une meilleure coordination de la communauté internationale en matière de nutrition.

La valeur ajoutée de l'UE dans le contexte d'appui actuel

Caractéristiques clés de l'aide des donateurs en matière de nutrition

De manière générale, l'investissement dans la nutrition est caractérisé par :

- **Une hiérarchisation contestable des ressources disponibles.** La répartition géographique des ressources reflète des choix dictés par l'agenda politique, sans pour autant privilégier les pays fortement touchés par la malnutrition³. Entre 2000 et 2005, le financement total pour des interventions nutritionnelles n'a pas dépassé 250-300 millions de US\$ par an. Sur la même période, le financement annuel pour l'aide alimentaire/la sécurité alimentaire s'est élevé à 1,375 milliard de US\$, contre 5,7 milliards de US\$ pour le VIH/SIDA.

- **Un sous-financement de la nutrition de base.** Un nombre relativement réduit de donateurs soutiennent de manière substantielle les programmes de nutrition de base. Selon une étude de l'IDS (qui a estimé les investissements réalisés par les gouvernements et la CE pour lutter contre la malnutrition chronique) et les séries de la revue The Lancet, les Etats-Unis sont le principal dona-

teur pour la nutrition de base, suivis par les Pays-Bas, le Canada et le Royaume-Uni.

- **Des investissements indirects⁴ trop rarement axés sur des objectifs nutritionnels et conçus pour améliorer les résultats nutritionnels.** Ces investissements ont le pouvoir de prévenir/réduire la malnutrition en s'attaquant à ses causes sous-jacentes et fondamentales. Néanmoins, ils s'accompagnent rarement d'objectifs nutritionnels clairement énoncés et ne sont pas conçus pour optimiser les résultats nutritionnels. Par conséquent, leur impact sur la malnutrition n'est pas garanti et, s'ils en ont un, il est rarement mesuré.

- **Un investissement insuffisant dans les stratégies d'appui.** Une étude de la Banque Mondiale –qui n'incluait pas la CE– s'est penchée sur l'investissement des bailleurs de fonds. Elle en a conclu que l'essentiel des efforts consacrés au développement des capacités « *se concentrait sur l'amélioration des compétences des nutritionnistes au lieu d'orienter le personnel clé des gouvernements vers la nutrition et de créer un soutien pour la nutrition dans les ministères des finances et de la planification* ». Parmi les bailleurs de fonds étudiés, seul un petit nombre a investi dans le suivi/évaluation, la construction d'un engagement et l'intégration de la nutrition dans les DSRP et les approches sectorielles. Une telle situation reflète le faible niveau d'intérêt pour la nutrition et sa relégation au second plan dans les programmes de développement.

Le positionnement, les forces et l'avantage comparatif de la CE

La CE pourrait accorder une priorité stratégique à la lutte contre la malnutrition, comme elle le fait déjà dans les situations d'urgence. Or ses interventions dans le domaine de la nutrition de base ont tendance à relever du secteur de la santé, lequel n'est pas toujours prioritaire. Les instruments actuels de la CE et leurs procédures limitent la possibilité d'opérer selon l'approche du *contiguum*. Néanmoins, la CE possède **un ensemble de forces** sur lesquelles elle pourrait s'appuyer pour améliorer sa contribution à la lutte contre la malnutrition et ses causes.

La CE consacre **d'importantes ressources aux interventions indirectes** qui ont la capacité de combattre les causes sous-jacentes de la malnutrition. Entre 2000 et 2004, elle a été le deuxième bailleur de fonds pour l'aide alimentaire et la sécurité alimentaire. Selon l'IDS, la CE s'est

³ Par exemple, entre 2000 et 2004, l'aide alimentaire d'urgence a été principalement affectée à six pays : l'Éthiopie, le Soudan, l'Afghanistan, l'Angola, l'Irak et la Corée du Nord, une distribution clairement politisée (séries de la revue The Lancet 2008).

⁴ Par exemple, soutien à l'agriculture, la sécurité alimentaire, le système de santé, l'éducation, la gouvernance.

classée au premier rang en ce qui concerne les investissements indirects réalisés par les gouvernements et la CE. Ainsi, ses investissements dans la recherche, l'agriculture et la protection sociale ainsi que les montants alloués plus récemment pour compenser la hausse des prix pourraient exercer un impact positif sur la nutrition.

La CE s'investit à la fois dans l'aide au développement et dans l'aide humanitaire. Cette dernière –menée par le biais d'ECHO– accorde une grande priorité à la malnutrition aiguë. Sur les dépenses de la DG ECHO en 2008, près de 350 millions d'euros ont été consacrés à l'alimentation et à la nutrition. Comme lors des années précédentes, plus de 60 millions d'euros, soit près de 10% du budget d'ECHO, ont été directement affectés à la prévention et au traitement de la malnutrition aiguë. Mais ECHO a également soutenu des interventions plus larges visant à réduire la malnutrition aiguë par : une meilleure analyse de la situation ; une diminution de l'insécurité alimentaire et un soutien aux moyens d'existence ; un appui considérable aux mesures d'atténuation sous la forme de projets de santé, d'eau, d'hygiène ou d'éducation des mères. La CE a **un potentiel d'influence considérable**. Très présente au niveau national et régional, elle considère le dialogue politique comme une dimension essentielle de sa coopération. C'est pourquoi elle est en mesure d'exercer une pression politique pour que la lutte contre la malnutrition se place au centre de l'agenda politique et de développement dans les pays bénéficiaires. La CE peut influencer sur la réglementation des Etats membres pour mobiliser davantage de soutien au sein de l'UE en faveur de la nutrition.

La combinaison de toutes ces forces place la CE dans une position unique pour : i) exercer un leadership renforcé parmi les acteurs européens (mal coordonnés) dans le but d'appuyer à l'identification d'un leadership mondial clairement établi ; ii) accroître sa contribution dans la lutte contre la malnutrition, et iii) avoir un impact majeur dans la progression vers la réalisation des OMD 1, 4 et 5.

Actions prioritaires internes à la Commission Européenne

Sept **actions prioritaires** à mettre en œuvre au sein de la CE ont été identifiées.

1) Un impact accru sur la nutrition peut être obtenu en considérant les programmes existants **à travers le prisme de la nutrition** et en les adaptant en conséquence : la focalisation sur des interventions efficaces, l'introduction d'indicateurs

de nutrition, l'amélioration du ciblage (groupe cible prioritaire des femmes enceintes et des enfants de moins de 2 ans) et l'intégration des activités de nutrition avec d'autres secteurs. La CE devrait également envisager de : i) inclure une analyse de la situation nutritionnelle dans les rapports techniques annuels par pays et s'assurer que la nutrition figure dans les directives résultantes et ii) ajouter des objectifs nutritionnels aux nouveaux appels à propositions et concevoir ces derniers à travers le prisme de la nutrition. Les pays fortement touchés par la malnutrition devraient être prioritaires.

2) **Selon l'approche LRRD** et pour s'attaquer à la malnutrition, il est important de surmonter les barrières qui empêchent une meilleure coopération entre l'urgence et le développement.

3) **Une meilleure intégration de la nutrition dans les politiques de la CE et introduction d'indicateurs nutritionnels dans les rapports** (sous-poids comme indicateur pour l'OMD1, par exemple). L'utilisation d'indicateurs nutritionnels pour rendre compte des progrès est importante dans les interventions liées à la sécurité alimentaire, y compris les filets de sécurité et la protection sociale, la gouvernance, l'eau et la santé.

4) **La sensibilisation du personnel de la CE** et l'amélioration de son expertise en matière de nutrition publique. En dehors d'ECHO, cette expertise n'est guère répandue au sein de la CE. La mise à disposition de documents d'orientation (tels que le « manuel d'intégration de l'environnement ») et la sensibilisation du personnel dans tous les secteurs et à tous les niveaux pourraient constituer une première étape vers un renforcement des compétences. L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nutritionnelle globale exigeront une meilleure compréhension de la nutrition publique au sein de la CE.

5) **Le développement d'une stratégie/plan opérationnel global, pour la révision du 10^e FED.** Une stratégie/plan opérationnel doit être rapidement mis en place pour guider les actions de la CE en matière de nutrition. Ce plan :
- fournira le cadre pour optimiser l'impact sur la nutrition en alignant les ressources de domaines connexes –comme la réduction de la pauvreté, l'agriculture ou le développement économique– sur les objectifs nutritionnels ;
- créera la cohérence, la structure et les incitations requises pour lutter contre la malnutrition ; et,
- assurera que la nutrition soit une priorité opérationnelle dans les stratégies existantes.

6) **La définition des priorités en vue de guider le développement de la stratégie/plan opéra-**

tionnel de la CE. En réalisant une étude de ses dépenses directes et indirectes pour la nutrition, la CE sera en mesure d'appréhender les sommes investies et leur impact. Elle pourra effectuer des recommandations pour que les futures dépenses soient davantage axées sur la nutrition. En outre, la mesure de l'efficacité de différents mécanismes d'aide (appui budgétaire, aide projet) pour lutter contre la malnutrition pourrait être liée à un programme de gouvernance consistant à réviser le cadre institutionnel et les modalités d'aide.

7) L'identification de champions/points focaux de nutrition et d'arrangements institutionnels au sein de la CE réunissant la DG DEV, ECHO, EuropeAid, RELEX et les délégations pour mettre en œuvre la stratégie.

Actions prioritaires en collaboration avec ses partenaires

1) Pour accorder une plus grande priorité à la nutrition, la CE a besoin **d'un engagement politique** au niveau des Etats membres et des commissions du Parlement européen.

2) Soutenir le renforcement des capacités en matière de nutrition en vue d'améliorer les compétences d'un large spectre d'acteurs et d'augmenter le vivier de nutritionnistes compétents dans les questions à la fois structurelles et conjoncturelles.

3) Relier la nutrition au programme de gouvernance. Ainsi, la nutrition pourrait être incluse au dialogue politique entre la CE et les pays bénéficiaires, en particulier durant les négociations relatives à l'appui budgétaire.

4) Renforcer la prise en charge de la malnutrition aiguë :

- Promouvoir l'accès gratuit au traitement de la malnutrition aiguë sévère dans le cadre d'un ensemble de soins de santé.
- Soutenir la réforme de la prise en charge de la malnutrition aiguë en introduisant les nouvelles courbes de croissance de l'OMS.
- Soutenir la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë.
- Encourager les synergies entre les acteurs du développement et de l'aide d'urgence pour assurer une prévention et un traitement appropriés de la malnutrition aiguë modérée.

5) Promouvoir une meilleure intégration de la nutrition au niveau national dans les programmes de développement, les stratégies de réduction de la pauvreté et les plans sectoriels concernés⁵.

-

⁵ En application de la Déclaration de Paris, la sensibilisation des pays bénéficiaires en matière de nutrition sera de plus en plus importante pour assurer un appui optimal.

La CE pourrait contribuer à revitaliser le dialogue politique sur la nutrition et à placer celle-ci à l'ordre du jour des gouvernements centraux et décentralisés. Par exemple, la CE pourrait soutenir une intégration renforcée de la nutrition dans les DSRP et dans les stratégies de sécurité alimentaire. La nutrition doit en outre être incorporée aux documents de stratégie par pays sur 4 ans de la CE et aux négociations relatives au FED.

6) Considérer initialement des pays pilotes en vue de tester une approche globale. Ces pays doivent être sélectionnés selon les critères suivants : la volonté de la délégation de la CE de s'engager dans le pays pilote, les pays fortement touchés par la malnutrition, la présence de partenaires prêts à se lancer dans un tel processus et ayant la volonté politique.

7) Favoriser une meilleure coordination au sein de la communauté internationale. La CE pourrait favoriser un leadership et une coordination renforcés au sein de la communauté internationale en assistant le comité permanent sur la nutrition. Une meilleure coordination et coopération avec d'autres donateurs est nécessaire pour assurer une répartition plus équitable de l'aide couvrant toutes les actions requises pour lutter contre la malnutrition et ses causes. La CE pourrait ainsi consolider et cofinancer des initiatives avec d'autres donateurs dont les Etats membres, la Banque Mondiale ou la Fondation Gates.

8) Positionner la CE de manière stratégique au sein du contexte d'appui pour aider à garantir **des investissements accrus dans la nutrition** ainsi qu'une répartition plus harmonisée et plus équitable des ressources. La CE devrait envisager de pallier certaines déficiences du financement international en matière de nutrition. Parmi les options possibles, citons : i) accroître l'investissement dans la nutrition de base pour des actions réputées efficaces ; ii) effectuer des investissements supplémentaires pour s'assurer que les actions atteignent les groupes cibles ; et iii) augmenter les investissements dans les pays fortement touchés par la malnutrition.

Etant donnée la nécessité d'améliorer sa réponse et de l'adapter aux enjeux actuels, la CE a mis en place un processus qui devrait contribuer au développement d'une stratégie/plan opérationnel pour lutter contre la malnutrition. Ce plan devra porter à la fois sur le traitement et la prévention de la malnutrition et ses causes, s'inscrivant dans un cadre plus large de la sécurité alimentaire.

Cet article est basé sur la version provisoire de la note de réflexion élaborée par la CE sous l'initiative de l'unité E6 d'EuropeAid.

Point sur la situation alimentaire et nutritionnelle

Afrique de l'Ouest –
Mali

Une relative disponibilité alimentaire

La production céréalière a considérablement augmenté au cours de ces quinze dernières années, suivant la progression de la demande inhérente à la croissance démographique⁶. Compte tenu de la succession de bonnes campagnes agricoles, le Mali est même devenu un exportateur régulier sur le marché sous-régional.

La disponibilité alimentaire au niveau national s'améliore nettement. Cependant, en dehors des bassins irrigués, la croissance de la production repose essentiellement sur l'augmentation des surfaces emblavées, et les rendements progressent très peu⁷. A cela s'ajoutent des contraintes structurelles qui pèsent sur le secteur agricole. Il s'agit entre autres de i) la vulnérabilité aux aléas climatiques ; ii) l'insuffisance d'infrastructures de production, de transformation et de stockage ; iii) la faible organisation du monde paysan ; iv) l'absence de concertation et de coordination entre les différents intervenants des filières.

Il existe des fortes disparités intra et inter-régionales. Les régions de grande production agricole comme la zone cotonnière et l'Office du Niger disposent d'excédents céréaliers et ont un meilleur accès aux aliments. Toutefois, certaines zones qui ont un bilan céréalier excédentaire sont, paradoxalement, parmi les plus affectées par la malnutrition aiguë et chronique (cf. plus loin). La moitié Nord du pays est, en revanche, une zone traditionnelle en insécurité alimentaire (cf. encadré No. 1). Dans ces zones structurellement déficitaires, les problèmes alimentaires sont récurrents en raison du déficit de la production céréalière et de l'enclavement.

Encadré No. 1 : La situation alimentaire et nutritionnelle au Nord Mali

Les principaux problèmes agissant structurellement sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Nord Mali sont : la disponibilité et l'accessibilité alimentaire (production à faible rendement, gestion des ressources en milieu pastoral, dépendance aux marchés, etc.), le faible accès et la faible utilisation des services de base.

⁶ Depuis le début des années 2000, la crise des prix internationaux du coton a conduit de nombreux producteurs à accroître la production de céréales, au détriment du coton mais en s'appuyant sur l'organisation intégrée de cette filière pour l'approvisionnement en intrants et le financement de la campagne agricole (Oxfam, Save the Children, 2008).

⁷ Oxfam-Save the Children, L'impact de la hausse des prix sur la situation alimentaire des pays sahéliens, 2008.

De plus, le Nord Mali est particulièrement soumis aux chocs conjoncturels. Les systèmes de production existants sont très dépendants de la pluviométrie et/ou de la crue du fleuve Niger. Les risques anthropiques liés à une dégradation du contexte politique interne et transfrontalier sont également très présents. Ces conflits peuvent avoir des conséquences sur l'arrivée des denrées alimentaires. Les populations du Nord de la région de Kidal sont les plus exposées du fait de leur dépendance quasi-totale de l'extérieur en aliment de base (non producteurs de céréales).

Dans ces zones, un appui à l'amélioration de la situation structurelle est important mais il ne sera efficace que s'il est combiné à une **préparation des populations, des communautés et des institutions à anticiper et faire face aux chocs**.

Source : Action contre la Faim, « Mieux comprendre pour mieux répondre », août 2007

Une dégradation de la situation nutritionnelle des enfants

Selon les résultats provisoires de l'Enquête Démographique et de Santé menée en 2006 (EDSM-IV), 34% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et 13% de malnutrition aiguë. Dans certaines classes d'âge, ces taux sont encore supérieurs : la prévalence de la malnutrition chronique atteint 51,5% chez les enfants de 18-23 mois, alors que la prévalence de la malnutrition aiguë atteint 26 à 27% chez les enfants de 9-11 et 12-17 mois. La situation nutritionnelle est donc très préoccupante. A la vue des résultats obtenus lors des principales enquêtes (cf. tableau 1), il est difficile de se faire une opinion tranchée sur l'évolution de la situation nutritionnelle. On peut néanmoins considérer qu'elle s'est structurellement détériorée entre 1987 et 2006⁸.

Tableau No. 1 : Evolution de la situation nutritionnelle des enfants de 0 à 59 mois

Année	taille/âge (% < -2ET)	poids/tailler (% < -2ET)	poids/âge (% < -2ET)	Source
1987	24,4	11	31	EDSMI
1989	27,1	17,7	42,9	EBC
1996	32,8	24,5	43,3	EDSMII
2001	38,2	10,6	33,2	EDSMIII
2006	33,9	13,3	31,7	EDSMIV - provisoire

Source : IRD/CILSS, 2006, EDSM IV - provisoire

⁸ CSAO-CILSS, Profil sécurité alimentaire, Mali, 2008.

Cette situation présente des différences selon les régions. Celles de Sikasso, Tombouctou, Mopti, Koulikoro et Ségou sont particulièrement affectées par la malnutrition chronique. La malnutrition aiguë est également très élevée à Kidal avec un taux atteignant 27%, suivi de Gao et Tombouctou (17%), Koulikoro et Sikasso (16%).

La faiblesse des revenus notamment en milieu rural, le faible accès de la majorité de la population à l'eau potable et aux structures de santé, la faible fréquentation des services de santé, sont entre autres les causes d'un taux croissant de malnutrition au Mali. De plus, les régimes alimentaires sont pauvres et l'éducation nutritionnelle ainsi que les pratiques d'allaitement doivent être améliorées.

Une étroite imbrication des facteurs conjoncturels et des causes structurelles de l'insécurité alimentaire

Dans un tel contexte de vulnérabilité structurelle, des phénomènes conjoncturels (sécheresse, invasions de criquets, flambée de prix,...) peuvent réduire la capacité d'adaptation et de résilience des populations vulnérables. La hausse des prix alimentaires intervenue depuis fin 2007 a ainsi conduit à une fragilisation accrue des conditions de vie dans les zones structurellement vulnérables mais aussi des populations pauvres en milieu urbain. La tendance haussière actuelle (cf. encadré No. 2) peut avoir des conséquences immédiates pour ces ménages dont la consommation alimentaire semble déjà comporter en temps normal des carences en micronutriments.

Encadré No. 2 : L'évolution récente des prix des céréales au Mali

La tendance haussière actuelle, malgré les bonnes productions agricoles, s'explique brièvement par la forte demande des céréales tant pour la constitution des stocks (privés, communautaires et publiques) que pour l'exportation. Les prix demeurent supérieurs à la moyenne des 5 dernières années aux mêmes périodes. Comparativement à 2004/05 qui fut une année de forte tension sur les marchés, le prix du mil en janvier 2009 est supérieur de 23% et celui du sorgho de 26%.

Source : Fews Net, décembre 2008/janvier 2009

Répondre durablement à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Au regard de la situation actuelle, il est important de mettre en place des actions permettant une amélioration durable de la sécurité alimentaire. Cela implique d'agir à deux niveaux complémentaires : le renforcement des capacités des ména-

ges vulnérables à faire face à une crise et le traitement des causes structurelles de la vulnérabilité. Dans ce sens et pour assurer une réponse adéquate, la Délégation de la Commission Européenne au Mali (DCE) a adopté une approche innovante et structurante permettant de mieux prendre en compte la dimension nutritionnelle dans les programmes de sécurité alimentaire et de développer des synergies d'action avec ses principaux partenaires.

La collaboration entre la DCE et ECHO a été renforcée avec l'objectif de parvenir à une analyse commune et d'appuyer des actions complémentaires pour lutter contre la malnutrition. Les deux structures travaillent ensemble afin d'établir des passerelles entre le Plan Global Sahel mis en place par ECHO pour la prévention et la prise en charge de la malnutrition aiguë⁹ et les actions structurantes appuyés par la DCE, notamment à travers les programmes d'appui à la sécurité alimentaire. Ces derniers affichent clairement la priorité sur les questions nutritionnelles¹⁰.

En réponse à la hausse des prix alimentaires, la DCE contribue à d'autres initiatives en cours. Dans le cadre de la facilité alimentaire (« *food facility* »), l'UNICEF fournira un appui visant à mitiger les effets de la hausse des prix et à réduire de manière significative la malnutrition aiguë et la mortalité des populations les plus vulnérables¹¹. La facilité alimentaire comportera également un volet d'appui à l'amélioration de la productivité agricole. Ce travail, piloté par la Banque Mondiale (BM), portera sur les infrastructures agricoles, les services fournis aux producteurs et le renforcement du dialogue et de la concertation au sein des filières agricoles.

Par ailleurs, la BM mènera un travail de mise en perspective de l'évolution des politiques et stratégies en matière de nutrition pour mieux comprendre le contexte institutionnel et le rôle des différents acteurs impliqués dans la formulation et la mise en œuvre de ces politiques.

Cet article a été rédigé avec l'appui de la Délégation de la Commission Européenne au Mali

⁹ L'objectif du Plan Global Sahel est de contribuer à la réduction de la malnutrition aiguë et de la mortalité de la population la plus vulnérable dans cinq pays du Sahel.

¹⁰ L'appel à proposition de l'année 2008 invite les ONG à faire recours à la prévalence de malnutrition aiguë chez les enfants de 0 à 2 ans comme point d'entrée pour la compréhension et le traitement de la problématique des ménages les plus exposés aux risques alimentaires et nutritionnels.

¹¹ Ce travail se focalisera sur i) l'appui à la prise en charge de la malnutrition aiguë, ii) le renforcement de la capacité d'évaluation et d'analyse de la situation nutritionnelle, iii) l'amélioration des pratiques d'alimentation et iv) le renforcement des mécanismes de coordination en matière de nutrition.

Brèves internationales

Retour sur la conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire

Dans la suite de la Conférence de la FAO de juin 2008, la conférence de haut niveau "Sécurité alimentaire pour tous", s'est tenue à Madrid les 26 et 27 janvier 2009. Elle a réuni un large éventail de participants issus de 126 pays (gouvernements, société civile, secteur privé, représentants des organisations internationales et régionales).

Cette réunion avait comme principaux objectifs de i) réviser les progrès réalisés depuis la réunion sur la crise alimentaire de Rome, en particulier concernant les engagements pris par les gouvernements ; ii) avancer vers la mise en place du Cadre global d'action des Nations Unies, élaboré en réponse à la flambée des prix alimentaires et à la nécessité d'améliorer la coordination des agences onusiennes et autres acteurs de terrain, en direction des pays les plus affectés par la crise alimentaire ; iii) accorder les prochaines priorités pour l'action immédiate, ainsi que pour la mise en route de mesures et des résultats à moyen et long terme.

Dans un contexte de dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle, les participants se sont montrés particulièrement inquiets sur les impacts que la crise économique pourrait avoir sur les moyens mobilisables sur le terrain.

Différentes propositions ont également été débattues afin de déterminer la meilleure structure à mettre en place pour assurer des interventions efficaces face à la crise des prix alimentaires. L'Equipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise de la sécurité alimentaire mondiale (HLTF) a proposé un partenariat mondial qui engloberait les agences des Nations Unies, les gouvernements, les ONG et le secteur privé. La FAO a suggéré que le Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale soit élargi. Toutefois, aucune n'a été prise à ce sujet. Il a été annoncé qu'un processus de concertation large et inclusif sera mis en place pour discuter des différentes possibilités à envisager.

Séminaire de haut niveau sur la nutrition

L'ONG Save the Children organise un séminaire de haut niveau sur la nutrition. Cette réunion se tiendra le 11 février prochain, à Londres. Son principal objectif est de partager différents points de vue et de faire émerger des propositions sur i) les changements nécessaires pour améliorer l'architecture internationale en matière de nutrition en vue de contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en particulier des OMD 1 et 4 et ii) les réponses les plus appropriées pour faire face à la hausse des prix alimentaires et qui permettent de réduire de manière efficace la malnutrition dans les pays en développement.

Quelques présentations sont prévues en début d'après midi afin d'amorcer les débats, en particulier celles du DFID (Département pour le Développement International), de la Commission Européenne et du CGD (Centre for Global Development). Francesca Mosca, directrice de l'unité E6 d'EuropeAid discutera du rôle de la Commission Européenne dans la lutte contre la malnutrition et de la meilleure manière d'accorder la priorité à la nutrition.

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du GRET chargée de l'animation du ROSA (Réseau opérationnel de sécurité alimentaire). C'est une initiative de EuropeAid E6 (appui thématique sécurité alimentaire, développement rural et environnement) en collaboration avec EuropeAid G4 (formation et gestion des connaissances). Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission européenne.